

Ouverture officielle



GILLES BERHAULT
PRÉSIDENT D'ACIDD

GILLES BERHAULT ET RICHARD COLLIN Nous sommes très heureux de nous réunir à Strasbourg, au cœur de l'Europe. Merci à tous pour votre soutien et votre enthousiasme à soutenir nos projets de transformations urbaines, accélérées par les usages des TIC et le développement durable.

Nous sommes à l'heure de l'Internet, de la collaboration, des réseaux sociaux, de la transformation profonde des modèles d'activités de l'entreprise – l'entreprise web 2.0 – et d'une économie de plus en plus basée sur le numérique et dans laquelle l'information devient chaque jour d'avantage l'énergie nouvelle qui fonde l'activité humaine. On peut donc à juste titre s'interroger sur l'absence de vision et de compréhension par la majorité des politiques du profond basculement – changement de civilisation – que nous vivons avec Internet et les technologies numériques. Et de la chance que cela représente pour vraiment traiter la question climatique. Notamment en prenant à bras le corps la question de la vie dans les grandes métropoles.



RICHARD COLLIN
PROFESSEUR À GRENOBLE ECOLE
DE MANAGEMENT,
CO-PRÉSIDENT DU CLUSTER
"GREEN AND CONNECTED CITIES"

Rappelons que les villes sont une des sources principales du réchauffement climatique ; l'automobile, les émissions diverses, la déperdition d'énergie, l'accumulation humaine, l'accélération démographique... tout ça fait que les métropoles sont responsables pour au moins 60% de la crise climatique en cours. Et dans le même temps, la nature de l'activité et du travail change profondément. Nous travaillons différemment : plus de 50 % des personnes qui travaillent en ville traitent à longueur de journée de l'information et du lien social qui se tisse sur la planète toute entière.

Les quatre milliards de téléphones portables, le web et les logiciels dits dans les nuages (« Cloud computing ») fondent la création de valeurs dans un monde où le service, l'innovation et l'imagination de chacun nous font heureusement quitter le modèle industriel, source de nombreux de nos maux écologiques. Et pendant ce temps là, des personnes passent des heures seules dans leurs voitures ou dans d'inconfortables transports en communs pour rejoindre leurs bureaux dans une tour. Bureaux où la plupart d'entre elles passeront leur temps au téléphone ou sur leur ordinateur !

Appliquer le modèle de la manufacture à l'époque du cerveau facture, voilà l'hérésie qui coûte cher en émissions de carbone. D'autant plus que le rapport au temps, lui aussi, change. Il est toujours possible, grâce à des outils, de travailler et de communiquer en mélangeant synchrone et asynchrone. Je peux amener une partie de mon travail quelque soit l'heure où je choisis de travailler. Dans certaines sociétés du nord de l'Europe, la plupart des collaborateurs travaillent à peu près 50% du temps en même temps, et le reste quand ils le souhaitent.

Ainsi un nouveau créneau de travail est apparu après 20h, parce que les enfants sont couchés. Les pères et les mères s'occupent de leurs enfants dès la sortie de l'école. Injoignables entre 16h et 19h30... puis il y a une séquence de travail après 20h. Réinventer le travail et l'activité dans la ville, voilà un des axes d'action concret et aux résultats mesurables.

Dans le même temps, le numérique peut nous aider à favoriser notre bilan carbone de citoyens. Pensons aux bâtiments intelligents qui permettent une meilleure efficacité énergétique. Utilisons ces instruments simples et peu onéreux qui nous alertent et nous éduquent pour une attitude et des comportements responsables ; moins de consommation d'eau, ou encore l'usage de dispositifs d'information intelligente qui, comme dans ces villes anglaises, nous montre qu'il est parfois plus rapide et agréable de marcher à pied que de prendre le bus ou sa voiture ! Ou bien encore des dispositifs de compréhension que les déchets des uns deviennent facilement la ressource des autres.

On aura compris que la puissance et la simplicité d'adoption des logiciels sociaux et collaboratifs, alliés à nos téléphones et à des actions locales de pédagogie, deviennent des sources inépuisables de solutions pour que la ville se transforme. Notre vieux réflexe d'utiliser le futur comme poubelle du présent et de ne penser qu'à notre intérêt individuel ne résistera pas à cette nouvelle main invisible de l'usage des technologies qui, en rendant nos égoïsmes compatibles, servira l'intérêt collectif.

Prenons également conscience de la formidable convergence et accélération conjointe des technologies numériques, cognitives, biologiques et nano alliées à la marche rapide vers une économie qui se réinvente avec le basculement vers une économie de l'usage – je n'achète plus, j'utilise –, une économie du gratuit – je n'achète que des valeurs génératives c'est-à-dire la simplicité, la confiance, la performance...- et aussi une économie de la mutualisation – eBay ou d'autres nous montrent le chemin. La ville devient alors naturellement le champ d'expérimentation et de réalisation de multiples initiatives. Elle devient ainsi le point central et très concret des démarches qui se tissent au quotidien pour un développement durable efficace.

C'est dans ce contexte de la marche vers une ville renouvelée, inventive, sociale, vivante et solidaire que peuvent et doivent se lancer des projets utiles et innovants. C'est tout le sens par exemple du Cluster « Green and Connected Cities » qui réunit des villes en France, dans le sud de la méditerranée et le nord de l'Europe. Ainsi Bordeaux, Grenoble, Lyon, Malaga, Manchester, Nice, Rennes, Sidi Bou Saïd, Strasbourg, etc. se sont ainsi engagées pour inventer ensemble et mettre en œuvre des nouveaux lieux intermédiaires urbains, entre bistros sympas et centres d'affaires, ouverts à tous – pas seulement aux cadres supérieurs – pouvant accueillir chacun à toute heure et pour travailler dans des conditions agréables et productives, à courte distance de son domicile. Avec l'appui de chercheurs, d'entreprises, d'ONG et des habitants se relève le défi d'imaginer des dispositifs de vie, de travail et d'animation qui soient au service de la culture, de l'activité professionnelle, des loisirs, de la vie associative.

Digitalisation du monde – le monde devient le web et le développement durable 2.0. Citoyenneté active renouvelée – proximité et territoires urbains, solutions à la précarité d'un monde qui se transforme vite. Ambition positive de création de richesse s'appuyant sur les informations et le capital des talents de tous et de chacun – l'efficacité collective et les nouveaux modes de travail et de management, leviers d'un développement durable aux effets mesurables - Voici quelques uns des constats au cœur des réflexions et des propositions du Forum de Strasbourg qui s'ouvre aujourd'hui. Au-delà des intentions, faisons vivre l'action. Ensemble. Concrètement. Et vite.

C'est possible. D'autant plus que la génération des enfants d'Internet, du haut-débit, de Facebook, et du monde global s'engage naturellement et avec vitalité... au service du développement durable.



JACQUES BIGOT
PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
URBAINE DE STRASBOURG

JACQUES BIGOT Le fait que le Parlement européen siège à Strasbourg rend ces locaux symboliques et hautement prestigieux. Il est, je crois, fondamental de situer cet événement en parallèle du sommet de Copenhague qui a lieu actuellement. En effet, si nous voulons en respecter les enjeux, nous devons travailler un modèle nouveau, un modèle qui intègre les nouveaux moyens technologiques tels que le numérique et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Mais comment changer de modèle, tout en portant l'économie ?

Pour ce qui est de la Communauté urbaine de Strasbourg, nous venons d'adopter une feuille de route et des objectifs pour 2020. Depuis une

vingtaine d'années maintenant, nous avons notamment développé les transports en commun, modèle qui permet de lutter contre les émissions de Gaz à effet de serre (GES). Nous travaillons sur les systèmes de bus à la demande, avec envoi de SMS pour prévenir l'utilisateur de l'arrivée du transport. Mais pour travailler sur les nouvelles mobilités, nous avons recours à d'importants moyens informatiques. Par ailleurs, nous travaillons sur d'autres secteurs à la pointe, tels que la téléchirurgie ou l'utilisation de certaines technologies pour des opérations à distance. Ce sont autant de secteurs dans lesquels les technologies pourront faire avancer les choses.

“ Mais comment changer de modèle, tout en portant l'économie ?

“ Mais pour travailler sur les nouvelles mobilités, nous avons recours à d'importants moyens informatiques.

Si les Etats parviennent à un accord à Copenhague, la réponse aux objectifs fixés ne pourra se faire sans les gouvernements locaux. En effet, la construction, l'urbanisme, la thématique de la ville dense et des transports relèvent de la compétence des collectivités locales.

L'objectif est bien que le dixième forum « *Green and Connected Cities* » n'ait plus lieu au Parlement européen. Il devra être possible de l'organiser grâce à la visioconférence ; il s'agit aussi d'un enjeu de développement durable. En outre, l'enjeu est bien de partager nos expériences et de ne pas travailler de manière isolée. Et l'ambiance de Noël dans la ville de Strasbourg doit être propice à la solidarité et au partage. Dans ce laboratoire européen qu'est le Parlement, ces valeurs humanistes sont nécessaires à la réalisation du développement durable. Pierre Radanne, éminent climatologue, disait que faire avancer les réflexions sur le développement durable permettait de faire avancer l'Humanité. J'espère que vous en ferez autant et que vos travaux seront féconds.

GILLES BERHAULT

Nous devons être ambitieux par rapport au climat et aux défis qui lui sont liés : les enjeux économiques, la société de la connaissance et le développement durable. Une fois de plus, le Parlement est un lieu symbolique car il est le lieu de la co-construction. C'est la démarche dans laquelle nous nous situons. En effet, ACIDD et ses différents partenaires mènent divers travaux et recherches et nous devons, cher cheurs, entreprises privées, collectivités,

“ Encourager une fertilisation croisée.

permettre une fertilisation croisée sur ces sujets. Nous ne pouvons pas nous arrêter sur la certitude qu'il faut plus de numérique. En effet, la démographie galopante

te confère à l'urgence. La ville concentre tous les problèmes et toutes les solutions. Au Maroc par exemple, la construction de vingt villes nouvelles a entraîné dans son sillage ce genre de réflexions. Ces journées d'échange et de travail doivent nous permettre de dégager des propositions qui définiront notre vision, en Europe et tout autour de la Méditerranée.

“ Notre vision, en Europe et tout autour de la Méditerranée.

RICHARD COLLIN Copenhague est le lieu d'échanges et de négociations difficiles. Roland Cayrol a dit « *la société n'est pas bloquée, ce sont les décideurs qui le sont* ». Aujourd'hui, la ville est responsable pour une grande partie de l'impact sur le climat, avec 70 % de l'empreinte carbone mondiale. De plus, plus de la moitié des personnes qui travaillent en ville le font dans le secteur des services. Est-ce bien nécessaire de prendre sa voiture pour travailler derrière un bureau et passer sa journée au téléphone ? C'est à nous d'être force de propositions et acteurs de ce qui devra se passer. Notre défi à tous est d'éviter que le futur soit la poubelle du présent. Face aux logiques individuelles qui confinent parfois à l'égoïsme, la technologie peut être cette main invisible capable de servir l'intérêt collectif.

“ Face aux logiques individuelles qui confinent parfois à l'égoïsme, la technologie peut être cette main invisible capable de servir l'intérêt collectif.



Table ronde / La ville durable et connectée, pour lutter contre les changements climatiques (visioconférence depuis Copenhague)

Animation :

GILLES BERHAULT

PRÉSIDENT D'ACIDD

Copenhague a besoin des collectivités



ANDRÉE BUCHMANN

VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG, PRÉSIDENTE DE L'OBSERVATOIRE DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

ANDRÉE BUCHMANN Je suis ravie de m'exprimer depuis le sommet pour la planète de Copenhague. Brice Lalonde a rappelé le rôle prépondérant de l'Union européenne, à la fois en tant qu'exemple, mais aussi dans sa capacité à exercer des pressions au niveau international. Les réunions sont très nombreuses à Copenhague et les réseaux d'élus veulent être présents dans les discussions. En effet, cet objectif de limitation de l'augmentation de la température à 2 °C ne pourrait être réalisé qu'avec le renfort des collectivités territoriales : 65 % des moyens mis en œuvre dans chaque pays peuvent leur être imputés.

Des débats d'ONG et de professionnels ont aussi lieu, notamment ceux spécialisés dans la construction et l'urbanisme. Mais au-delà des échanges sur ces questions techniques, Copenhague est un lieu de discussions et de débats sur des sujets de société et de civilisation. C'est le point de départ d'un nouveau contrat mondial, contrat basé sur des échanges et non sur une décision prise en haut lieu. A cet égard, Internet est un formidable outil, qui est omniprésent dans la conférence et en dehors de ses murs.

“ Les réseaux d'élus veulent être présents dans les discussions. ”



RONAN DANTEC

VICE-PRÉSIDENT DE NANTES MÉTROPOLE

Copenhague, les débuts d'une culture commune

RONAN DANTEC Les questions débattues à Copenhague sont extrêmement vastes. Cette grande conférence internationale vise à l'élaboration d'une culture commune entre acteurs. La rapidité des échanges d'informations et l'existence d'éléments de langage commun viennent du fait que nous travaillons en réseaux. Et dans ce genre de conférences, l'information est au centre de tout. En dépit des intérêts particuliers de chaque délégation, une même dynamique semble en marche et l'on voit se dessiner des éléments concrets d'accords. Cette culture commune, partagée par les gouvernants, les acteurs et les populations est un fait assez rare et intéressant pour être relevé.

“ l'information est au centre de tout. ”

Par ailleurs, je crois que nous ne sommes qu'au début d'une réflexion. Les grands Etats ont bien compris qu'il fallait compter sur les collectivités locales. Au-delà de cette remarque, la question générale est : comment l'ensemble des nouvelles technologies permettra aux collectivités d'influer sur les changements urbains et d'éviter d'aller au-delà des 2 °C d'élévation de la température.

Dans le cadre d'un projet à Nantes – le Grand projet de ville (GPV) de Malakoff¹ – nous construisons un quartier d'habitat social, en coisant les différents éléments du développement durable. Par exemple, nous avons travaillé sur le fait que, pour chaque habitant, l'ensemble des informations sur ses consommations énergétiques soit compilé et rendu intelligible. Ainsi, il peut progressivement faire évoluer ses consommations.

Pour finir, le réseau Eurocities a entamé un travail sur les technologies elles-mêmes, car elles consomment beaucoup d'énergie. En effet, les écrans plats ne sont pas forcément ce que l'on fait de mieux en matière de développement durable.

Promouvoir l'intelligence collective



DOMINIQUE GAUZIN-MUELLER
ARCHITECTE, RÉDACTRICE
EN CHEF D'ÉCOLOGIK

DOMINIQUE GAUZIN-MUELLER Cela fait un certain temps que l'idée « d'intelligence collective » me tient à cœur. Ce genre d'initiatives permet d'agir plus rapidement et de manière plus efficace. Le forum de l'association Negawatt par exemple (www.negawatt.org) réunit 400 spécialistes de l'énergie, ce qui permet des échanges riches et intéressants. Ce genre d'initiatives permet d'agir plus rapidement et de manière plus efficace. Grâce à des centres de ressources tels que Ville et aménagement durable à Lyon (ville-amenagement-durable.org) ou EnviroBAT-Méditerranée en PACA (www.envirobat-med.net), l'information circule et nous percevons les gains du retour d'expérience – alors même qu'en France, nous n'avons pas vraiment la culture du feedback. S'il est courant de faire le récit de certaines expériences, il est très rare qu'elles soient évaluées.

“ Nous devons créer des lieux partagés autour d'Internet et de la communication, qui permettent la réunion des jeunes et des personnes âgées. ”

L'Union internationale des architectes (UIA) vient de lancer à Copenhague un appel solennel, dans lequel sa présidente, Louise Cox, a demandé aux architectes de travailler dans le sens du développement durable. Cela concerne d'une part les matériaux et l'énergie – ce qui se fait de plus en plus – et d'autre part, les aspects sociaux et culturels – la responsabilité sociale et le devenir de la ville. Nous devons créer des lieux partagés autour d'Internet et de la communication, qui permettent la réunion des jeunes et des personnes âgées. L'ouverture au monde que permet Internet est indispensable.

ANDRÉE BUCHMANN

Il est vrai que nous utilisons désormais Internet au quotidien. Mais il faut que les pouvoirs publics puissent aider à l'accessibilité de tous.

¹ http://www.nantesmetropole.fr/34870880/0/fiche___pagelibre/

Mettre en réseau les réseaux



RONAN UHEL
AGENCE EUROPÉENNE DE
L'ENVIRONNEMENT

RONAN UHEL L'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) œuvre dans une perspective de croisement d'échelles et d'interventions multiples, qui nécessite une cohérence et un renforcement des capacités, de manière à travailler ensemble dans un sens commun. Notre rôle est de travailler sur l'information et l'accès à la connaissance, au service de l'action et de la mise en réseaux. Car nous n'existons que parce que nous sommes en réseaux.

“ Car nous n'existons que parce que nous sommes en réseaux.

L'AEE met 600 organisations en réseaux pour qu'elles fédèrent leurs informations concernant les défis environnementaux, les intérêts de l'exploitation des ressources ou les problématiques d'efficacité énergétique. La mise en réseau est quelque chose que nous savons bien faire et que nous essayons de privilégier. Au sujet du rôle des villes, il me semble qu'il est impératif de faire connaître ces réseaux complémentaires aux autres déjà établis. J'ai l'impression que la mise en réseau des réseaux n'est pas encore assez opérationnelle.

Echanges avec la salle

ANDRÉE BUCHMANN

Nous observons que la nouvelle organisation des échanges, plus horizontale, induit une transmission plus rapide de l'information.

RONAN UHEL

Nous réalisons différentes actions, notamment en offrant des plates-formes, avec des outils adéquats complètement accessibles sur le net. Ces interfaces permettent à des associations ou à des réseaux de s'exprimer, d'être visibles et de médiatiser leurs actions. Au sujet des réseaux participatifs, il me semble qu'il faut les mobiliser davantage ; au niveau européen, il est important de soutenir des projets à l'image de « *Green and Connected Cities* ». L'enjeu se situe non seulement dans le faire, mais aussi dans le fait de se faire connaître pour pouvoir ensuite mutualiser les expériences.

Il faut s'interroger sur le rôle des villes en tant qu'entités car, en moyenne, elles rassembleront prochainement 80 % des citoyens européens. Dans une Europe à 27, la ville est l'ADN du développement européen et la réponse à tous ces enjeux. Il est vrai que dans certains pays, il existe une forme d'équilibre entre mondes urbain et rural, ce qui entraîne une problématique de territoire. Or, depuis l'adoption du traité de Lisbonne sur un territoire européen de 4 millions de km², l'objectif de cohésion territoriale doit être traduit dans les faits.

GILLES BERHAULT

En rassemblant un maximum d'acteurs, le cluster « *Green and Connected Cities* » a pour vocation de se rendre sur toute la surface de l'Europe et sur le pourtour méditerranéen pour échanger, dans des logiques d'interconnexions.

Parle-t-on beaucoup de technologie dans les couloirs de Copenhague ?

ANDRÉE BUCHMANN

S'il est vrai que l'on n'en parle peu, la technologie n'en est pas moins omniprésente. Pour tout dire, c'est l'un des points essentiels de ces rencontres internationales. Cependant, il est impératif de mener une réflexion sur la diminution des consommations énergétiques de ces technologies.

RONAN DANTEC

La technologie est au centre même de l'organisation de la conférence.

“ C'est grâce à ces nouvelles technologies de la connaissance et de l'information qu'il sera possible de réduire la fracture entre le Nord et le Sud.

Par exemple, les délégués et les lobbyistes ont évidemment intégré ces technologies de l'information. Par ailleurs, c'est grâce à ces nouvelles technologies de la connaissance et de l'information qu'il sera possible de réduire la fracture entre le Nord et le Sud.

Cependant, si tout le monde a la même information au même moment, je ne suis pas sûr qu'une culture commune accompagne cette mutation. Entourés par des sollicitations permanentes, nous n'avons pas encore inventé la culture qui va avec l'outil. La rencontre virtuelle a beau être très présente, je ressens tout de même le besoin de rencontrer physiquement les gens. Il nous faut aussi une culture qui nous permette de refuser le baignoire de la connexion permanente. Dans tous les cas, la connexion virtuelle doit déboucher sur une connexion réelle.

“ Il nous faut aussi une culture qui nous permette de refuser le baignoire de la connexion permanente.

DOMINIQUE GAUZIN-MUELLER

Quand l'information est synonyme de pouvoir, le principal enjeu est celui de la générosité. Pour ces débats, nous devons non seulement mobiliser l'hémisphère gauche, rationnel de notre cerveau mais aussi faire travailler notre hémisphère droit, celui de l'intuition, de la créativité et de l'empathie.

ABDELHAI BOUSFIHA

Tous ces éléments sont autant de symboles du développement du réseau, de l'information et de la communication. Les choses qui ont été dites sont fondamentales, surtout pour les pays émergents. Il me semble que l'avenir est prometteur, mais à condition de réussir la mise en réseaux.

Nos spécificités posent des problèmes de diverses natures (économie, climat...), alors que la culture de l'informatique est acquise. En effet, le saut qualitatif est remarquable et le fait que tout le monde possède un téléphone portable permet de réduire la fracture : le monde rural – le bled – peut ainsi communiquer vers l'urbain. Notre souverain, Mohammed VI, a lancé l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), qui contient notamment la notion d'informatique – avec des ateliers pour l'enseigner aux enfants.

“ l'avenir est prometteur, mais à condition de réussir la mise en réseaux.

Pour finir, le système d'évaluation dont vous avez parlé est fondamental. La mise en réseau doit permettre le transfert de technologies, et tout cela sera possible avec l'informatique.

DE LA SALLE

En tant qu'utilisateur, je trouve qu'il y existe énormément de fausses informations circulant sur les réseaux. Par conséquent, il est difficile de séparer le bon grain de l'ivraie. Comment peut-on aider les gens à faire le tri ?

RONAN UHEL

Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont absorbé le milieu urbain sur quelques décennies, là où cela nous a pris des siècles. Il faut ajouter à cela des difficultés démographiques et sociales. Concernant la vision sociétale, collective et politique qu'il faut adapter à la situation, nous devons mettre en évidence le partage des savoirs et des connaissances. Nous avons une responsabilité à l'échelle européenne, car nous avons beaucoup appris des problèmes posés par nos modèles (sur les thématiques de la ville, du développement, de la communication). Il est de notre devoir de transférer ces conclusions à ces pays.

“ Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont absorbé le milieu urbain sur quelques décennies, là où cela nous a pris des siècles.

ANDRÉE BUCHMANN

Il faut rester très attentifs, car les pays du Sud ont beaucoup à nous apprendre. Même s'ils ont des particularités, nous sommes tous dans la même situation et devons regarder dans la même direction. Nos propositions à tous, même si elles sont différentes, vont dans le même sens.

DOMINIQUE GAUZIN-MUELLER

Il est étonnant de voir l'inventivité des propositions venant d'Afrique. Certains projets sont très pertinents, et nous n'aurions jamais pu les imaginer : de faibles moyens obligent sans doute à être créatif.

RONAN DANTEC

Lors de ce sommet de Copenhague, il faut mettre en avant l'idée selon laquelle il faut donner les mêmes moyens d'actions à tous. L'enjeu est que les pays du Nord puissent profiter des réponses des pays du Sud, et inversement. Or, pour permettre cette interdépendance, la mise en réseaux est nécessaire. Je crois que la capacité de transfert de technologies doit être considérée dans le cadre de la négociation. Il faut être opérationnel dans les propositions et considérer toutes les technologies, pas uniquement les éoliennes.

“ La capacité de transfert de technologies doit être considérée dans le cadre de la négociation.

ANDRÉE BUCHMANN

Par rapport aux TIC, les pays du Sud sont généralement plus ouverts que nous. La fracture numérique est très importante dans notre Europe riche, car il existe un élitisme dans le traitement des TIC. Nous devons passer vers une diffusion qui soit plus large, populaire et partagée.

Les projets marocains pour affronter les changements



HAFIDA AARAB

DIRECTRICE TECHNIQUE DE L'HABITAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE DU MAROC

HAFIDA AARAB Merci de me donner l'occasion de partager avec un large public d'institutionnels, de professionnels et d'usagers.

Le Maroc doit se préparer aux différents changements à venir, pour permettre un développement économique et social de ses territoires. Pour cela, le pays s'est engagé à accélérer les mesures législatives et à débiter quelques programmes sectoriels. Par exemple, le Plan azur prévoit la construction de six stations balnéaires (dont quatre sont déjà en cours de réalisation). La plus petite d'entre elles s'étend sur 400 ha et elles intègrent toutes les dernières techniques d'information et de communication et le respect des milieux. Il faut ajouter à cela un Plan vert pour l'agriculture et un autre pour la pêche.

En outre, le stress hydrique et les changements climatiques sont des enjeux de taille. C'est la raison pour laquelle la stratégie énergétique nationale dotera le Maroc de moyens nécessaires pour assurer la pérennité de son développement. Avec des objectifs de réduction de CO₂ de 15 % d'ici 2020 et de 20 % d'ici 2030, il sera possible d'économiser 53 millions de tonnes EqCO₂ d'ici 2030.

“ Nous projetons aussi de bâtir deux villes nouvelles à énergie positive.

Du point de vue urbanistique, le Maroc s'est engagé dans une politique des villes nouvelles, avec la construction de six villes nouvelles d'ici 2020 ; deux sont en cours de réalisation. Nous projetons aussi de bâtir deux villes nouvelles à énergie positive, à proximité de Casablanca (Sahel

Lakhyayta) et de Tanger. Il faut ajouter à cela un programme national de l'habitat, avec un objectif de production de plus de 200 000 unités par an, et un programme national de lutte contre l'habitat insalubre – « Ville sans bidonvilles » – entre 2006 et 2012.

De nouvelles pratiques apparaissent et les questions posées par l'utilisateur sont différentes. S'il s'interrogeait avant sur l'origine des matériaux, il s'informe désormais pour savoir si la terre est isolée, ou sur la présence d'une connexion Internet ou d'un chauffe-eau solaire. Ainsi, l'utilisateur marocain commence à être sensibilisé aux changements climatiques et nous comptons sur l'utilisation du potentiel solaire gratuit du Maroc.

Cependant, pour accompagner efficacement et durablement ces efforts, il est nécessaire d'accélérer les transferts réels des technologies et des TIC les mieux adaptés. Il faut impérativement éviter le copier-coller et chercher à contextualiser la réponse à apporter, en prenant en compte la question socio-culturelle. Sans cela, l'accueil de la part de la population sera mitigé.

Dans le cadre de notre développement territorial, nous préparons la 40^e journée de la Terre. Lors de cette dernière, de nombreux experts seront présents pour échanger sur les enjeux du développement durable.

En marge de la politique de schémas directeurs d'aménagement du territoire, nous avons mis en place une stratégie territoriale pour l'aménagement numérique des territoires. L'aménagement physique n'est plus le seul point à travailler et le numérique est devenu une composante structurante et essentielle pour l'attractivité du territoire. Par ailleurs, nous sommes dans la phase

d'élaboration des plans de déplacement urbain de trois grandes villes marocaines que sont Marrakech, Rabat et Casablanca. Pour finir, je souhaiterais mettre l'accent sur notre volonté d'édicter un code d'efficacité énergétique, notamment en rédigeant un guide pratique à l'intention des professionnels du bâtiment. En effet, la consommation énergétique dans le bâtiment au Maroc représente 36 % de la consommation globale (dont 24 % dans le résidentiel). Ces taux exigent de prendre en main ce problème.

“ Alors que nous dématérialisons de plus en plus, quelle place allons-nous donner au respect des valeurs humaines ?

Nous sommes tous confrontés à une série de questions : sommes-nous déjà dans l'ère de l'individualisation parfaite, de l'anonymat total ? Quel urbanisme voulons-nous aujourd'hui ? Allons-nous vers la construction ou la destruction des relations sociales ? Alors que nous dématérialisons de plus en plus, quelle place allons-nous donner au respect des valeurs humaines ?

GILLES BERHAULT

Quand nous observons qu'il est souvent très difficile d'adapter des installations au très haut débit ou à la fibre optique, nous pouvons légitimement nous demander s'il n'est pas préférable de partir d'un terrain vierge.

Malaga, des projets nombreux et divers



ARTURO RODRIGUEZ MENENDEZ
RESPONSABLE DES PROGRAMMES
INTERNATIONAUX, VILLE
DE MALAGA (ESPAGNE)

ARTURO RODRIGUEZ MENENDEZ Nous devons prendre conscience qu'il nous faut faire plus. Il faut sensibiliser l'opinion publique, car c'est le citoyen qui paie la mise en place de politiques décidées en haut lieu.

Avec plus d'un demi-million d'habitants, Malaga est la capitale économique de l'Andalousie ; elle bénéficie d'une situation excellente en Espagne et en Europe. En tant que ville solidaire, elle dédie 0,7 % de son budget municipal à la collaboration, pour un montant d'un million d'euros. Nous avons récemment intégré les TIC dans ce cadre, de manière à réduire la fracture numérique. La ville de Malaga travaille sur la solidarité numérique dans les pays du Maghreb et apporte expériences et appuis à leur développement.

Pour notre municipalité, l'idée est de faire que la qualité des services soit égale en tout point de la ville. En nous penchant sur l'efficacité énergétique, nous réduisons la consommation des services municipaux, notamment avec l'augmentation des sources d'énergies renouvelables, la gestion des résidus et notre nouvelle politique de mobilité (modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle).

“ Pour notre municipalité, l'idée est de faire que la qualité des services soit égale en tout point de La ville.

Nos projets sont nombreux et variés, avec entre autres :

- des audits énergétiques ;
- des projets d'écoles durables, dont la consommation en eau serait réduite ;
- la télégestion énergétique des consommations municipales ;

- le remplacement graduel des lampes à incandescence de tous les feux de la ville (30 % déjà effectués) ;
- un travail sur le séchage des boues et sur le biodiesel provenant du recyclage des huiles usagées ;
- la restriction de la circulation dans le centre historique ;
- la construction d'un parc solaire municipal ;
- la rédaction d'un livret qui sera distribué dans les écoles.

Pour améliorer la situation, nous croyons que la diffusion des bonnes pratiques et la sensibilisation seront plus efficaces que l'augmentation des tarifs de l'eau ou de l'électricité. En dépit des politiques énergétiques et du développement durable, les problèmes environnementaux se concentrent dans les villes.

GILLES BERHAULT

Le fait de pouvoir informer la population est une excellente chose. Il faut pouvoir dire à chacun qu'il peut être producteur d'énergie : chaque toit de la ville peut être équipé de panneaux photovoltaïques.

Etude du cluster sur les Eco-centres 2.0

RICHARD COLLIN

Le cluster « Green and Connected Cities » a récemment mené un travail sur les Eco-centres 2.0. Ce sont de nouveaux lieux d'échanges et de mutualisation au cœur des villes. Ils permettent de favoriser le lien social et de changer les modes de travail et de production. Il s'agit d'une initiative nouvelle, grâce à laquelle il est possible d'avancer de manière pertinente, et ce à destination de l'ensemble des citoyens.

Notre objectif était de travailler par thèmes et de lancer une étude au niveau mondial pour comprendre ce qui se passait dans ces lieux d'activités singuliers. Dans un premier temps, nous avons étudié le contexte, dans la perspective de construire un cahier des charges pour le cluster, et ce afin que chaque ville puisse s'approprier ce regard différent sur le développement durable, le contexte et la logique urbains.

Nous avons donc effectué un *mapping* pour définir l'offre et déterminer s'il s'agit de technologies et d'outils de télétravail performants :

- les *Smart work centers* de Cisco, situés à Amsterdam ;
- les *Co-working spaces*, comme la Cantine en France ;
- les initiatives privées de certaines entreprises, comme IBM ou Intel, qui proposent des lieux intermédiaires pour leurs travailleurs ;
- les *télécottages*, qui proposent par ailleurs des services de proximité ;
- les centres d'affaires (Regus, Orly international), avec un modèle marchand très spécifique ;
- les télécentres communautaires, qui suivent une logique de développement local et de proximité.

Nous avons ensuite étudié ces différents lieux sous l'angle du développement durable, en déployant quatre axes : économie, environnement, social,

culturel. La typologie ainsi obtenue est caractéristique, car les logiques sont toutes très différentes. Une chose est sûre, il n'existe aucun dispositif ou offre qui se place de manière cohérente par rapport aux logiques du développement durable.

Quand les logiques d'usage sont si différentes, si singulières, comment peut-on réfléchir à une optimisation et à une valorisation des différents usages ? Comment inventer des offres ou des approches pertinentes ?

Le Réseau ICT21 pour définir les recommandations de demain



ALEXANDRA DEBAISIEUX
COORDINATRICE DU RÉSEAU
ICT21 FOR ENERGY EFFICIENCY

ALEXANDRA DEBAISIEUX Le Réseau ICT21 est un réseau thématique, qui compte 16 partenaires de 10 pays différents (Roumanie, Italie...). Nous travaillons à la mise en réseau des pratiques qui utilisent les TIC et qui ont un réel impact sur la consommation énergétique. Actuellement, nous analysons les différentes pratiques et définissons des indicateurs. Dans 15 mois, nous proposerons des recommandations et des actions pour la mise en place des plans de développement. Nous sommes organisés de la manière suivante : deux groupes de travail, l'un travaillant sur les thématiques du bâtiment et du transport, l'autre, de manière plus transversale, sur les changements de comportements. Ce dernier se penche sur la manière dont les TIC changent ou non les comportements des habitants et des utilisateurs des infrastructures urbaines.

“ Le Réseau ICT21 est un réseau thématique, qui compte 16 partenaires de 10 pays différents.

D'une part, après analyse de 300 pratiques, nous avons retenu 50 d'entre elles. D'autre part, nous nous sommes concentrés sur certains indicateurs socio-économiques (pénétration de marché, création d'emplois, impact environnemental...) et sur les économies d'énergie générées par l'utilisation de cette technologie. Nous continuons évidemment à récolter des pratiques pour enrichir notre portefeuille de pratiques et nous nous interrogeons sur la manière dont ces indicateurs peuvent être discutés.

“ Après analyse de 300 pratiques, nous avons retenu 50 d'entre elles.

